

Malaise dans les médias

PASCAL DURAND*

On parle beaucoup ces temps-ci, à tort et à travers, de « crise de la presse ». Il y a, plus largement et de façon diffuse, malaise dans la profession. Le diagnostic n'est plus à faire. Reste à prescrire quelques remèdes.

Rachat du *Figaro* par Dassault, entrées probables de Rothschild à *Libération* et de Lagardère au *Monde*: la prise de contrôle de la presse écrite et plus largement des appareils médiatiques et éditoriaux par de grands groupes industriels – certains spécialisés dans l'armement – n'est plus à craindre ni à démontrer: elle est un fait avec lequel il faut compter et auquel toute personne attachée au pluralisme démocratique se doit de réagir. La seule nouveauté, pour l'heure, est sans doute le cynisme avec lequel les patrons en charge des outils de formation de l'opinion publique s'autorisent à définir leur rôle. Patrick Le Lay lâchait le morceau il y a quelques mois: TF1, expliquait-il, a pour fonction de vendre à Coca-Cola du temps de cerveau humain disponible. Ce qui est la stricte vérité, pour consternante qu'elle soit. L'erreur serait de croire que TF1 est seule à occuper ce créneau et que sa présence dans le champ médiatique reste sans effets sur l'ensemble des autres médias. Il y a peu, Serge Dassault entendait mettre au pas *Le Figaro*, cette officine bien connue de la pensée gauchiste: il faut, déclarait-il, propager des « idées saines » (on devine lesquelles). Ce qu'il est convenu d'ap-

peler la « pensée unique » a de beaux jours devant elle: voici qu'à présent tout l'appareil médiatique lui est acquis à peu de chose près, avec ses éditorialistes distingués, ses journalistes d'investigation spectacle et ses tribunes largement ouvertes aux hérauts de la « révolution conservatrice » et aux *fast thinkers* de la mondialisation heureuse, de la pureté dangereuse ou de la défaite de la pensée.

Si la déontologie des professionnels de l'information suffisait à faire obstacle aux pressions plus ou moins senties que cette concentration des médias exerce sur les rédactions, cela se verrait. À lire d'un œil attentif ce que la presse propose en fait de commentaire politique ou économique, rien n'indique qu'il en va de la sorte: hormis sur quelques points mineurs de désaccord, un même diapason règle le concert journalistique, qu'il s'agisse par exemple du débat sur la Constitution européenne, des élections en Ukraine, des politiques de « flexibilité » de l'emploi ou encore des « réformes » à mettre en œuvre en matière de sécurité sociale et de régime des retraites, dont tous les éditorialistes des journaux de référence ont d'ores et déjà tranché (on devine en quel sens). C'est qu'ils appartiennent, bien évidemment, au « cercle de la raison », dont se tiennent éloignés, à leurs dépens, ceux qui demeurent cramponnés aux « acquis sociaux » et aux mots d'ordre syndicaux comme à des bouées plombées et qui persistent, par un mystérieux aveuglement, à ne pas voir dans l'économie de marché l'expression pratique et la condition nécessaire de cette grande chose abstraite qu'est la démocratie.

Penser en termes de « pressions » et de résistance possible à ces dernières, c'est faire peu de cas, au demeurant, de la dimension largement inconsciente des mécanismes qui président à l'exercice et à l'efficacité de ces « pressions ». Non seulement les plus hauts responsables des

rédactions n'ont pas à recevoir de consignes, d'où qu'elles viennent – s'ils ont eu accès à ces postes de décision, c'est qu'ils avaient fait la preuve de leur adhésion au système qui les emploie –, mais encore le journaliste, comme tout agent social, est porté à faire spontanément ce qu'il fait, à penser spontanément dans le sens qu'il suit, en raison des contraintes incorporées de son habitus professionnel, qui lui dictent aussi bien l'appréhension événementielle et individualiste du monde qui est la sienne que les modes de construction et d'écriture des informations dont il pense n'être que le relais neutre. « *L'œil ne se voit pas lui-même* », écrivait Shakespeare (*Jules César*, I, 2). Comprenons ici que nos outils d'appréhension du réel interviennent sur le réel et s'ajoutent à lui et que, dans le cas du journalisme, les catégories de perception du monde qui lui sont propres ont cette particularité d'imposer leurs propres produits et cadres de représentation à l'ensemble des récepteurs du discours médiatique. Nul besoin d'une « théorie du complot », ce monstre du Loch Ness si volontiers brandi par les journalistes lorsqu'on s'attache à étudier leurs modes de fonctionnement collectif, pour rendre compte des effets de cet habitus et du redoublement de force que ces effets reçoivent de l'évolution actuelle d'un marché de la presse de plus en plus soumis au diktat du rendement commercial.

La question n'est plus de se demander quelle emprise le credo politico-économique ambiant exerce sur la ligne des grands journaux. Elle est, désormais, d'envisager les moyens d'en inverser les processus ou, du moins, d'en maîtriser les effets. Des pistes existent en ce sens, dont certaines relèvent de la simple application des législations existantes et dont d'autres appellent un volontarisme démocratique. En voici quel-

ques-unes, indiquées à grands traits, ne serait-ce que pour alimenter un débat qui se voit le plus souvent enfermé dans des oppositions binaires simplistes – Marché vs État, Médias privés vs Pravda, Libéralisme vs Totalitarisme, etc. – ou réduit à de pures incantations déontologiques, éthiques ou « citoyennes », selon les mots clichés de la nouvelle vulgate, qui forment autant d'écrans de fumée entre l'ordre des choses tel qu'il s'impose et la perception imposée de cet ordre.

- L'application des règles en vigueur dans la profession serait un premier pas. La carte de presse, par exemple, ne peut être décernée qu'à des professionnels tirant l'essentiel de leurs revenus de leur activité journalistique – par exclusion des « ménages » (prestations rémunérées au profit de tiers, de grandes entreprises, etc.). Or, à la simple application de ce critère, nombre de grands journalistes vedettes de la scène française, pour s'en tenir à elle, devraient se voir retirer leur accréditation journalistique. Dans le même sens, les principes de base voulant qu'un journaliste s'abstienne de rendre compte d'une manifestation ou d'une publication intéressant le groupe qui l'emploie et qu'un chroniqueur politique, par exemple, n'entretienne aucun lien organique, personnel ou institutionnel, avec sa sphère d'observation devraient être inconditionnellement appliqués.
- Il est urgent d'installer un Conseil supérieur des Médias, sous la forme d'une instance indépendante rassemblant des représentants de la profession, démocratiquement élus par leurs pairs, des intellectuels, des citoyens. Cette haute autorité se tiendrait notamment à l'écoute des journalistes de base, souvent précarisés et mieux informés que quiconque des dérives de la profession qu'ils ont embrassée. Au regard des avis rendus par cette instance, il reviendrait à l'État de casser et d'empêcher les prises de participation monopolistiques, de supprimer les aides publiques en direction des médias au service d'intérêts privés et de favoriser, dans un esprit de pluralisme, les médias non commerciaux.
- Le développement et la diffusion de médias alternatifs, sur Internet ou d'autres supports, constituent une autre piste à suivre, mais en gardant à l'esprit qu'ils ne représen-

tent qu'une solution de rechange, susceptible de servir d'alibi aux médias commerciaux – de la même façon qu'Arte sert au fond d'alibi culturel à France-Télévision.

- Dans les universités et les grandes écoles spécialisées, il est impératif de veiller à une solide formation

tions de l'opposition n'être relayées que par les attachés de communication du gouvernement.

- C'est à une reconquête, enfin, du temps médiatique qu'il convient de travailler sans délai. L'accélération du rythme de rotation des nouvelles, la religion du scoop et



Jean Hélion, *Grande Journalerie*, 1950, huile sur toile, 130 x 195 cm, Courtesy Robert Miller Gallery, New York. Centre Pompidou, Paris – Jusqu'au 6 mars 2005. Cofondateur en 1930 d'un groupe d'avant-garde voué à l'art abstrait, J. Hélion s'en détourne pour se consacrer à une œuvre figurative.

critique des aspirants au journalisme. Cet impératif exige, notamment, que des moyens publics soient alloués à la recherche autonome et qu'un veto soit opposé à l'intrusion de chaires privées dans ces domaines du savoir. L'enseignement des techniques du métier devrait de préférence y être confié à des professionnels de la base plutôt qu'à des représentants de l'élite du monde journalistique.

- Une circulation plus équitable de la recherche en sociologie et en théorie critique des médias serait un autre grand apport¹. Les professionnels ont beaucoup à retirer de ces recherches, dont ils n'ont le plus souvent connaissance que par les comptes rendus hâtifs et caricaturaux qui en sont faits par leurs pairs ou par des chercheurs concurrents mieux disposés à l'égard du « monde comme il va ». Il est frappant ainsi de constater que les acquis de cette recherche, quand ils ne sont pas passés sous silence, sont filtrés par les journaux eux-mêmes, dans une situation semblable à celle qui verrait les proposi-

du direct, l'impératif de la concision et de la sensation sont favorables à la pensée stéréotypée, aux clichés et aux faits d'adhésion spontanée à la pensée conforme. Cette reconquête appelle en particulier à une coopération étroite des intellectuels et des journalistes de base. Aux premiers de refuser les conditions de débat biaisées et de résister aux gratifications de la pensée formatée pour les médias. Aux seconds de se fédérer dans leurs rédactions, à l'échelle nationale et internationale, pour exiger des conditions de travail acceptables et secouer le joug des structures actuelles du champ médiatique. La qualité de l'information, facteur essentiel de la vie démocratique, est à ce prix – de même que la reconquête, par les journalistes, de l'aura de leur profession, que compromettent, bien plus que tel faux charnier, les connivences avec les pouvoirs et les accommodements avec l'esprit critique dont les plus « médiagéniques » d'entre eux ne craignent pas de se prévaloir. ▲

¹ Voir, par exemple, les travaux d'Alain Accardo, Patrick Champagne, Erik Neveu, Henri Maler, Serge Halimi, Jacques Bouveresse, etc.

* Professeur au Département Arts et Sciences de la Communication de l'Université de Liège. Directeur de l'ouvrage collectif *Médias et censure. Figures de l'orthodoxie*, Liège, Édition de l'Université de Liège, coll. « Sociopolis », 2004.

Malaise dans les médias

PASCAL DURAND*

On parle beaucoup ces temps-ci, à tort et à travers, de « crise de la presse ». Il y a, plus largement et de façon diffuse, malaise dans la profession. Le diagnostic n'est plus à faire. Reste à prescrire quelques remèdes.

Rachat du *Figaro* par Dassault, entrées probables de Rothschild à *Libération* et de Lagardère au *Monde*: la prise de contrôle de la presse écrite et plus largement des appareils médiatiques et éditoriaux par de grands groupes industriels – certains spécialisés dans l'armement – n'est plus à craindre ni à démontrer: elle est un fait avec lequel il faut compter et auquel toute personne attachée au pluralisme démocratique se doit de réagir. La seule nouveauté, pour l'heure, est sans doute le cynisme avec lequel les patrons en charge des outils de formation de l'opinion publique s'autorisent à définir leur rôle. Patrick Le Lay lâchait le morceau il y a quelques mois: TF1, expliquait-il, a pour fonction de vendre à Coca-Cola du temps de cerveau humain disponible. Ce qui est la stricte vérité, pour consternante qu'elle soit. L'erreur serait de croire que TF1 est seule à occuper ce créneau et que sa présence dans le champ médiatique reste sans effets sur l'ensemble des autres médias. Il y a peu, Serge Dassault entendait mettre au pas *Le Figaro*, cette officine bien connue de la pensée gauchiste: il faut, déclarait-il, propager des « idées saines » (on devine lesquelles). Ce qu'il est convenu d'ap-

per la « pensée unique » a de beaux jours devant elle: voici qu'à présent tout l'appareil médiatique lui est acquis à peu de chose près, avec ses éditorialistes distingués, ses journalistes d'investigation spectacle et ses tribunes largement ouvertes aux hérauts de la « révolution conservatrice » et aux *fast thinkers* de la mondialisation heureuse, de la pureté dangereuse ou de la défaite de la pensée.

Si la déontologie des professionnels de l'information suffisait à faire obstacle aux pressions plus ou moins senties que cette concentration des médias exerce sur les rédactions, cela se verrait. À lire d'un œil attentif ce que la presse propose en fait de commentaire politique ou économique, rien n'indique qu'il en va de la sorte: hormis sur quelques points mineurs de désaccord, un même diapason règle le concert journalistique, qu'il s'agisse par exemple du débat sur la Constitution européenne, des élections en Ukraine, des politiques de « flexibilité » de l'emploi ou encore des « réformes » à mettre en œuvre en matière de sécurité sociale et de régime des retraites, dont tous les éditorialistes des journaux de référence ont d'ores et déjà tranché (on devine en quel sens). C'est qu'ils appartiennent, bien évidemment, au « cercle de la raison », dont se tiennent éloignés, à leurs dépens, ceux qui demeurent cramponnés aux « acquis sociaux » et aux mots d'ordre syndicaux comme à des bouées plombées et qui persistent, par un mystérieux aveuglement, à ne pas voir dans l'économie de marché l'expression pratique et la condition nécessaire de cette grande chose abstraite qu'est la démocratie.

Penser en termes de « pressions » et de résistance possible à ces dernières, c'est faire peu de cas, au demeurant, de la dimension largement inconsciente des mécanismes qui président à l'exercice et à l'efficacité de ces « pressions ». Non seulement les plus hauts responsables des

rédactions n'ont pas à recevoir de consignes, d'où qu'elles viennent – s'ils ont eu accès à ces postes de décision, c'est qu'ils avaient fait la preuve de leur adhésion au système qui les emploie –, mais encore le journaliste, comme tout agent social, est porté à faire spontanément ce qu'il fait, à penser spontanément dans le sens qu'il suit, en raison des contraintes incorporées de son habitus professionnel, qui lui dicte aussi bien l'appréhension événementielle et individualiste du monde qui est la sienne que les modes de construction et d'écriture des informations dont il pense n'être que le relais neutre. « *L'œil ne se voit pas lui-même* », écrivait Shakespeare (*Jules César*, I, 2). Comprendons ici que nos outils d'appréhension du réel interviennent sur le réel et s'ajoutent à lui et que, dans le cas du journalisme, les catégories de perception du monde qui lui sont propres ont cette particularité d'imposer leurs propres produits et cadres de représentation à l'ensemble des récepteurs du discours médiatique. Nul besoin d'une « théorie du complot », ce monstre du Loch Ness si volontiers brandi par les journalistes lorsqu'on s'attache à étudier leurs modes de fonctionnement collectif, pour rendre compte des effets de cet habitus et du redoublement de force que ces effets reçoivent de l'évolution actuelle d'un marché de la presse de plus en plus soumis au diktat du rendement commercial.

La question n'est plus de se demander quelle emprise le credo politico-économique ambiant exerce sur la ligne des grands journaux. Elle est, désormais, d'envisager les moyens d'en inverser les processus ou, du moins, d'en maîtriser les effets. Des pistes existent en ce sens, dont certaines relèvent de la simple application des législations existantes et dont d'autres appellent un volontarisme démocratique. En voici quel-

ques-unes, indiquées à grands traits, ne serait-ce que pour alimenter un débat qui se voit le plus souvent enfermé dans des oppositions binaires simplistes – Marché vs État, Médias privés vs Pravda, Libéralisme vs Totalitarisme, etc. – ou réduit à de pures incantations déontologiques, éthiques ou « citoyennes », selon les mots clichés de la nouvelle vulgate, qui forment autant d'écrans de fumée entre l'ordre des choses tel qu'il s'impose et la perception imposée de cet ordre.

- L'application des règles en vigueur dans la profession serait un premier pas. La carte de presse, par exemple, ne peut être décernée qu'à des professionnels tirant l'essentiel de leurs revenus de leur activité journalistique – par exclusion des « ménages » (prestations rémunérées au profit de tiers, de grandes entreprises, etc.). Or, à la simple application de ce critère, nombre de grands journalistes vedettes de la scène française, pour s'en tenir à elle, devraient se voir retirer leur accréditation journalistique. Dans le même sens, les principes de base voulant qu'un journaliste s'abstienne de rendre compte d'une manifestation ou d'une publication intéressant le groupe qui l'emploie et qu'un chroniqueur politique, par exemple, n'entretienne aucun lien organique, personnel ou institutionnel, avec sa sphère d'observation devraient être inconditionnellement appliqués.
- Il est urgent d'installer un Conseil supérieur des Médias, sous la forme d'une instance indépendante rassemblant des représentants de la profession, démocratiquement élus par leurs pairs, des intellectuels, des citoyens. Cette haute autorité se tiendrait notamment à l'écoute des journalistes de base, souvent précarisés et mieux informés que quiconque des dérives de la profession qu'ils ont embrassée. Au regard des avis rendus par cette instance, il reviendrait à l'État de casser et d'empêcher les prises de participation monopolistiques, de supprimer les aides publiques en direction des médias au service d'intérêts privés et de favoriser, dans un esprit de pluralisme, les médias non commerciaux.
- Le développement et la diffusion de médias alternatifs, sur Internet ou d'autres supports, constituent une autre piste à suivre, mais en gardant à l'esprit qu'ils ne représen-

tent qu'une solution de rechange, susceptible de servir d'alibi aux médias commerciaux – de la même façon qu'Arte sert au fond d'alibi culturel à France-Télévision.

- Dans les universités et les grandes écoles spécialisées, il est impératif de veiller à une solide formation

tions de l'opposition n'être relayées que par les attachés de communication du gouvernement.

- C'est à une reconquête, enfin, du temps médiatique qu'il convient de travailler sans délai. L'accélération du rythme de rotation des nouvelles, la religion du scoop et



Jean Hélion, *Grande Journalerie*, 1950, huile sur toile, 130 x 195 cm, Courtesy Robert Miller Gallery, New York. Centre Pompidou, Paris - Jusqu'au 6 mars 2005. Cofondateur en 1930 d'un groupe d'avant-garde voué à l'art abstrait, J. Hélion s'en détournait pour se consacrer à une œuvre figurative.

critique des aspirants au journalisme. Cet impératif exige, notamment, que des moyens publics soient alloués à la recherche autonome et qu'un veto soit opposé à l'intrusion de chaires privées dans ces domaines du savoir. L'enseignement des techniques du métier devrait de préférence y être confié à des professionnels de la base plutôt qu'à des représentants de l'élite du monde journalistique.

- Une circulation plus équitable de la recherche en sociologie et en théorie critique des médias serait un autre grand apport¹. Les professionnels ont beaucoup à retirer de ces recherches, dont ils n'ont le plus souvent connaissance que par les comptes rendus hâtifs et caricaturaux qui en sont faits par leurs pairs ou par des chercheurs concurrents mieux disposés à l'égard du « monde comme il va ». Il est frappant ainsi de constater que les acquis de cette recherche, quand ils ne sont pas passés sous silence, sont filtrés par les journaux eux-mêmes, dans une situation semblable à celle qui verrait les proposi-

du direct, l'impératif de la concision et de la sensation sont favorables à la pensée stéréotypée, aux clichés et aux faits d'adhésion spontanée à la pensée conforme. Cette reconquête appelle en particulier à une coopération étroite des intellectuels et des journalistes de base. Aux premiers de refuser les conditions de débat biaisées et de résister aux gratifications de la pensée formatée pour les médias. Aux seconds de se fédérer dans leurs rédactions, à l'échelle nationale et internationale, pour exiger des conditions de travail acceptables et secouer le joug des structures actuelles du champ médiatique. La qualité de l'information, facteur essentiel de la vie démocratique, est à ce prix – de même que la reconquête, par les journalistes, de l'aura de leur profession, que compromettent, bien plus que tel faux charnier, les connivences avec les pouvoirs et les accommodements avec l'esprit critique dont les plus « médiagéniques » d'entre eux ne craignent pas de se prévaloir. ▲

¹ Voir, par exemple, les travaux d'Alain Accardo, Patrick Champagne, Erik Neveu, Henri Maler, Serge Halimi, Jacques Bouveresse, etc.